

## Loi ANTI-CASSEURS

3  
NOUVELLES inculpations !

Trois étudiants sont maintenant inculpés à Brest à la suite des manifestations étudiantes du printemps dernier. L'un d'eux est militant de la L.C.R. et des comités de lutte ; les 2 autres appartiennent à l'U.N.E.F.

Il leur est reproché d'avoir été participants ou instigateurs de la manifestation au cours de laquelle en gare de Brest, un train avait été couvert de slogans. C'est bien entendu la loi anti-casseurs qu'on utilise contre eux : elle permet de les poursuivre sans aucune preuve de leur participation aux faits incriminés sur la base de leur seule présence sur les lieux, voir même à partir de rapports de Renseignements Généraux relatifs aux Assemblées Générales de préparation de la manif. ou aux activités politiques ou syndicales des inculpés.

C'est la 4ème fois en 76 que la loi anti-casseurs est utilisée en Bretagne contre des militants de mouvements de masse. Cette inculpation vient en effet après la condamnation de syndicalistes paysans, des dirigeants de la F.G.A./C.F.D.T. du Finistère et d'étudiants rennais.

L'utilisation qui est ainsi faite de cette loi révèle aujourd'hui très clairement le véritable objectif que poursuivait le pouvoir quand il la fit voter : faire payer au prix fort les militants les plus actifs pour les luttes dures auxquelles ils participent. Et ce n'est pas un hasard si elle trouve aussi souvent à s'appliquer en Bretagne où l'âpreté des luttes est à la mesure de la dureté de l'oppression.

Mais il ne suffit pas d'en faire le constat, il faut mettre un terme à cette utilisation de la loi anti-casseurs. Le procès de Brest contre les trois étudiants devrait être l'occasion d'une riposte unie de tous ceux qui ont déjà eu à en pâtir : étudiants, ouvriers, paysans.

## NANN D'AN DISTRUJ NUKLEER

La Bretagne reste plus que jamais sous la menace d'une implantation nucléaire. Bien que le Pouvoir hésite entre 3 sites : Plogoff, Porsmoguer, Pellerin (près de Nantes) il apparait certain qu'une centrale sera construite.

On a pu voir à l'occasion des affrontements de Malville cet été jusqu'où le Gouvernement était prêt à aller pour imposer ses implantations nucléaires à une population qui les refuse.

Mais les premières ripostes aux projets bretons - à Plogoff et à Brest/Porsmoguer notamment - montrent aussi que la résistance est possible et sera tenace.

C'est donc à une lutte de grande ampleur qu'il faut se préparer. Dès que le choix définitif du site sera connu (il semble que ce soit Pellerin qui ait les faveurs de l'Administration pour le moment) il faudra faire de la solidarité avec la population de cette région l'axe de toutes les luttes anti-nucléaires.

C'est pour préparer une situation de ce genre qu'une réunion s'est tenue à Brest le 16 Octobre, à l'initiative du P.S.U., entre toutes les forces opposées aux implantations nucléaires (C.R.I.N., C.F.D.T., A.P.F., C.S.F., Skol an Emsav, L.C.R., P.S.U.)

L'idée a été lancée d'une liaison permanente sous la forme d'un collectif breton contre le programme électro-nucléaire, qui organiserait dans un premier temps une campagne d'information sur les cinq départements bretons.

Les organisations de masse présentes ayant réservé leur réponse le projet est pour l'instant en suspens. Car son intérêt politique, évident quant au principe, est subordonné à la participation des forces les plus agissantes dans le combat anti-nucléaire.